

**Mission Multidimensionnelle  
Intégrée des Nations Unies  
pour la Stabilisation en  
République Centrafricaine**



**United Nations  
Multidimensional Integrated  
Stabilization Mission in the  
Central African Republic**

**MINUSCA**



## **LA MINUSCA REITERE SON SOUTIEN AU DIALOGUE DES AUTORITES AVEC LES GROUPES ARMES**

Bangui, 25 janvier 2017 - La MINUSCA réaffirme son soutien aux autorités de la République centrafricaine dans leur dialogue avec les groupes armés et appelle les groupes qui n'ont pas encore adhéré aux discussions sur le DDRR à s'inscrire dans cette démarche. Au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, mercredi à Bangui, le porte-parole Vladimir Monteiro a ajouté que la Mission continue à travailler avec d'autres partenaires internationaux en vue d'une paix durable dans le pays.

En même temps, la MINUSCA met en garde les groupes armés qui cherchent à attiser la violence pour imposer un quelconque agenda et leur demande de cesser leurs affrontements dans le pays, surtout dans la région Bambari. « *Bambari est le noyau logistique des opérations humanitaires dans la partie orientale de la Centrafrique et des combats dans la ville auraient des conséquences majeures, non seulement pour la population locale mais aussi pour les habitants de la région de l'Est dont des milliers dépendent de l'aide alimentaire* », a expliqué Monteiro. A cet effet, il rappelle que dans le cadre de la protection des civils, les Casques bleus feront usage de tous les moyens y compris la force pour éviter des combats dans la ville.

Le porte-parole a par ailleurs annoncé un développement important dans le secteur de la justice, notamment l'accès des groupes vulnérables à la justice, avec la tenue de la première réunion du comité de relecture de l'avant-projet de loi sur l'assistance juridique et

**Bureau de la Communication et de l'information publique**

juridictionnelle. Mis en place par le Ministre de la Justice, des Droits de l'homme, Garde des sceaux, le comité est notamment appuyé par la MINUSCA et le PNUD. Dans le chapitre des droits de l'homme, Monteiro a fait part du séjour, à partir de mercredi, de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en RCA. D'ici au 3 février, Marie-Thérèse Keita Bocoum s'entretiendra avec les autorités, la société civile, le corps diplomatique et les Nations Unies pour faire le point sur la situation actuelle et évaluer la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport soumis au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies après sa visite en RCA en juin 2016. D'autre part, le porte-parole a indiqué que la MINUSCA a documenté 52 incidents de violations et abus des droits de l'homme en RCA entre le 15 et 21 janvier.

De son côté, le porte-parole de la Force, le Lieutenant-Colonel Clément Cimana, a noté que la situation sécuritaire dans le pays est caractérisée par différents types de menaces telles que les activités criminelles à Bangui ou les activités liées à la transhumance, dans le secteur Ouest. Selon le Lieutenant-Colonel, la Force adapte sa réponse à ces différentes menaces et reste déterminée dans la protection des civils et l'application du mandat de la MINUSCA. « *La réponse de la Force est dans la mobilité pour réagir, surprendre et contenir ces groupes. C'est là, le sens du redéploiement : plus de mobilité pour plus de présence et d'efficacité* », a souligné le porte-parole. Dans le cadre de la sécurisation des axes et des activités économiques, la Force a escorté la semaine dernière environ 1.000 véhicules commerciaux et particuliers sur les trois principaux axes routiers du pays.

Pour sa part, la porte-parole de la police de la MINUSCA, le Lieutenant Oana Andreea Popescu, est revenue sur les actions de renforcement des capacités des Forces de sécurité intérieures centrafricaines par la police de la Mission, notamment en prélude à « *la formation des 500 Policiers et Gendarmes qui seront recrutés cette année* ». Elle a souligné que deux sessions de formation des formateurs des Forces de

sécurité intérieures se déroulent actuellement à Bangui, pour doter les écoles de formation de la gendarmerie et de la police en personnel d'encadrement de qualité. Dans le cadre de ce prochain recrutement, des campagnes d'information et de sensibilisation ont lieu actuellement dans les préfectures de la RCA.